LiveWell for LIFE

WORKING TOGETHER FOR HEALTHY PEOPLE AND A HEALTHY PLANET

WWF

Life

ADOPTER DES RÉGIMES ÉQUILIBRÉS DURABLES - OPPORTUNITÉS ET OBSTACLES MAJEURS

Rapport

Remerciements

Nous adressons tous nos remerciements à Sue Dibb qui a préparé ce document, aux membres du Réseau des parties prenantes du secteur alimentaire européen qui ont pris le temps de répondre à nos nombreuses questions, notamment les personnes interrogées sur les résultats de l'analyse documentaire, et enfin aux collègues WWF en France, en Espagne et en Suède qui nous ont aidés à trouver les parties prenantes et à rédiger les entretiens.

WWF se trouve au cœur d'une lutte internationale contre les défis environnementaux les plus importants au monde. Nous collaborons avec des communautés, des entreprises et des gouvernements qui œuvrent pour le bien des êtres humains et de la nature. Ensemble, nous protégeons le monde naturel, nous luttons contre le changement climatique et nous aidons les êtres humains à puiser uniquement une juste part dans les ressources naturelles.

www.wwf.org.uk ; www.wwf.eu

Le projet est financé par la contribution du Programme pour l'Environnement LIFE+ de l'UE.

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières 3
Introduction 4
Contexte et résumé 7
Citoyens : opportunités 11
Citoyens : obstacles 14
Legislateurs : opportunités 22
Législateurs : obstacles 25
Chaîne alimentaire : opportunités 30
Chaîne alimentaire : obstacles 33
Conclusion 36
Références 37

INTRODUCTION

Le changement climatique et la malnutrition demeurent deux des plus grands défis structurels et interdépendants que doit relever l'UE aujourd'hui. Notre façon de cultiver, de produire et d'importer les aliments contribue de manière substantielle au changement climatique, et les maladies liées au mode de vie actuel augmentent. Des éléments de plus en plus nombreux montrent que les modèles de consommation actuels ont un impact sur la santé, la planète, la société et l'économie. Dans ce contexte, le concept d'un régime durable - équilibré, économique, écologiquement durable et culturellement acceptable[1] – a suscité des débats quant à la manière dont les modifications de notre régime peuvent apaiser quelque peu ces tendances.

Il y a un peu plus d'un an, le projet LiveWell for Low Impact Food in Europe, ou LiveWell for LIFE, a lancé une mission d'enquête. Notre objectif était d'inscrire le débat sur les régimes alimentaires durables dans l'agenda politique de l'UE. Nous souhaitions explorer le rôle des régimes alimentaires dans la réduction des émissions de gaz à effets de serre et établir des régimes alimentaires équilibrés à faible teneur en carbone dans les pays pilotes du projet : l'Espagne, la France et la Suède.

Les résultats ont été présentés lors du premier atelier des parties prenantes du LiveWell for LIFE – « Un fort appétit de changements » – en septembre 2012. À cette occasion, nous avons démontré qu'il est possible de développer des recommandations nutritionnelles qui satisfont aux directives alimentaires nationales et permettent de réduire de 25 % les émissions de gaz à effets de serre de provenant de la chaîne d'approvisionnement alimentaire de l'UE[2]. Plus important encore, nous avons prouvé que le régime LiveWell[1] ne demande pas une révolution totale des régimes existants. Il est facile à suivre et ne coûte pas plus cher que la consommation alimentaire actuelle.

Les participants à l'atelier étaient conviés à partager leurs points de vue sur le projet et le LiveWell Plate[2] comme outil approprié permettant de définir et d'échanger des régimes

[1] Le régime LiveWell est un régime équilibré à faible teneur en carbone qui tient compte des préférences culturelles. L'objectif est d'atténuer les émissions de gaz à effets de serre tout en intégrant des éléments équilibrés, socioculturels, économiques et qualitatifs.

[2] Le LiveWell Plate est la présentation visuelle d'un régime équilibré et durable. Il indique les différents types et les portions d'aliments qu'un adulte moyen doit ingérer pour obtenir un régime à faible teneur en

durables au sein de l'UE. Les recherches et les différents avis nous ont également confortés dans le fait qu'il est techniquement possible d'adapter le LiveWell Plate aux trois pays pilotes. Nous devons affiner les outils qui accompagnent et permettent d'échanger le LiveWell Plate dans chaque pays, mais le rapport reste scientifiquement valable et les résultats justifient l'étape en cours du projet : identifier les défis et les opportunités clés aux niveaux social et économique pour l'adoption des régimes alimentaires durables dans toute l'UE.

Il est essentiel de définir un régime durable pour susciter des discussions productives sur la consommation et la production alimentaires durables. Il est cependant aussi important de trouver un terrain d'entente et déterminer comment ces régimes peuvent devenir la norme dans différentes situations socio-économiques européennes.

Lors du deuxième atelier des parties prenantes du LiveWell for LIFE qui s'est tenu à Bruxelles en mars 2013, les participants ont tenté d'identifier les opportunités et les obstacles clés à l'adoption des LiveWell Plates en Espagne, en France et en Suède et plus globalement dans l'Union européenne. Toutes ces informations vont nous aider à poser les fondements d'un changement et à développer des propositions et des solutions en matière de politique publique européenne visant la mise en œuvre pratique des régimes durables en Espagne, en France et en Suède. Les propositions et les solutions politiques formeront le cœur des recommandations finales du LiveWell Plate en 2014.

Malgré la récession économique qui a figé plusieurs initiatives, les gouvernements européens placent leur priorité sur la durabilité alimentaire, principalement en raison de la récente réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) de l'UE. Dans le rapport *Europe 2020 – Une stratégie européenne pour une croissance intelligente, durable et inclusive*[3], la Commission européenne a classé le secteur alimentaire parmi les trois secteurs prioritaires susceptibles d'accroître l'efficacité des ressources économiques européennes d'ici 2020[3]. Elle prépare un rapport sur l'alimentation durable ouvert à la consultation publique qui constituera un cadre d'action[4].

---

carbone et nutritionnellement viable. Le LiveWell Plates a été développé pour la France, l'Espagne et la Suède, trois pays pilotes sélectionnés pour leur diverses cultures alimentaires et leurs capacités à légiférer l'adoption du régime LiveWell.

Les résultats de cette consultation seront analysés avec grand intérêt. Elle arrive au moment où l'UE réexamine sa stratégie de production et de consommation durables et son plan d'action[5], discute du 7ème Programme d'Action pour l'Environnement[6], et entame des débats sur sa politique en matière de changement climatique au-delà de 2020[7]. L'agriculture et le secteur alimentaire devront tenir une place prépondérante dans la politique sur le changement climatique si l'UE s'accroche à ses ambitions d'économie à faible teneur en carbone d'ici 2050[8].

Comme nous l'avions découvert lors du lancement du LiveWell for LIFE, le succès des régimes alimentaires durables ne se base pas sur leur capacité à répondre à des objectifs environnementaux car ceux-ci n'occupent encore qu'une petite place dans l'agenda des consommateurs et des législateurs. Il s'agit de valoriser un éventail plus large d'enjeux actuels pour la société tels que la santé publique, la nutrition et le bien-être animal, et de fournir une marge de manœuvre à une agriculture plus durable.

Le présent document souligne que plusieurs organisations internationales, états membres, organisations de la société civile et entreprises d'horizons variés sont déjà activement impliqués dans l'exploration d'une consommation alimentaire durable. Nous espérons que le rapport *Adopter des régimes équilibrés durables – opportunités et obstacles majeurs* sera d'une aide précieuse pour la recherche commune d'une action efficace et durable dans un futur proche.

L'équipe du LiveWell for LIFE

CONTEXTE ET RÉSUMÉ

Ce rapport reflète le travail mené par le LiveWell for LIFE et le Réseau des parties prenantes du secteur alimentaire européen afin de déterminer les opportunités et les obstacles socio-économiques majeurs aux régimes alimentaires durables en Espagne, en France et en Suède et plus largement dans l'UE. La base du rapport a été préparée par Sue Dibb, consultante indépendante dans l'alimentaire et la durabilité, qui réside au RU. En décembre 2012 et janvier 2013, elle a réalisé une analyse documentaire, se référant à nos connaissances des sources existantes et de la recherche documentaire indépendante en vue de collecter des textes universitaires récents et pertinents. Elle a complété son analyse par des recherches sur Internet concernant les dernières informations publiées par les gouvernements et les instances internationales, les organisations professionnelles et les groupes de la société civile concernés. Cette étude ayant une visée principalement informative pour le deuxième atelier des parties prenantes du LiveWell for LIFE, nous voudrions souligner qu'il n'a jamais été question d'une analyse documentaire complète.

Le Réseau des parties prenantes du secteur alimentaire européen présent aux deux ateliers du LiveWell for LIFE ont également contribué à l'analyse. Lors du premier atelier en septembre 2012[9], un petit groupe de travail a lancé le processus en identifiant un certain nombre d'opportunités et d'obstacles majeurs à l'adoption des régimes alimentaires durables dans les trois pays pilotes. L'équipe du LiveWell for LIFE, aidée des bureaux WWF situés en Espagne, en France et en Suède, a effectué une analyse des principales organisations avec lesquelles elle peut collaborer sur ces questions. Nous avons lancé une large consultation auprès de 15 à 20 organisations dans les trois pays pilotes afin d'identifier les obstacles et les opportunités dans un avenir où les citoyens européens adopteraient un régime durable. Nous avons également organisé des entretiens en personne avec les parties prenantes en novembre et en décembre 2012, en Espagne et en Suède. Les parties prenantes françaises ont reçu des questionnaires en janvier 2013.

Le rapport fournit une liste de 24 opportunités et obstacles majeurs aux régimes alimentaires durables en Europe. Ils se répartissent en trois groupes d'intérêt principaux :

- citoyens,

- législateurs et
- entreprises.

Cette démarche tient compte des opportunités et des obstacles que ces groupes de parties prenantes rencontreront et qui reflèteront leurs rôles respectifs. Elle met l'accent sur le Triangle du Changement, modèle d'un changement de comportement vers une consommation durable[10] – l'importance des législateurs, des entreprises et des citoyens ou de la société civile vers une consommation durable. Le Triangle du Changement est une approche qui reconnaît implicitement l'importance de chaque acteur, peu importe qui est le meilleur ou le mieux placé. Les législateurs peuvent fournir des cadres réglementaires et des motivations tout en supprimant des obstacles. Les entreprises peuvent développer et commercialiser plus de produits et de services durables. Et alors que les citoyens peuvent acter leurs propres responsabilités, les législateurs et les entreprises jouent un rôle important pour proposer des choix durables.

Cette approche ne signifie pas que les catégories s'excluent mutuellement. Nombre d'obstacles et d'opportunités pour le groupe de citoyens sont également pertinents pour les entreprises et les législateurs. Par exemple, les connaissances limitées et la confusion autour de la notion de durabilité et l'intérêt croissant pour l'alimentation durable et la santé.

Lors du deuxième atelier des parties prenantes LiveWell for LIFE, la liste préliminaire d'obstacles et d'opportunités (voir tableau 1) a été abordée. Au fur et à mesure de l'avancement du projet, nous avons classé les plus importants d'entre eux par priorité et nous nous appuierons sur les opportunités et obstacles majeurs (voir tableau 2) pour la phase suivante où nous allons développer des solutions pratiques pour les régimes durables et des propositions de politiques publiques de l'UE pour les soutenir.

Les participants à l'atelier ont classé par zones clés le coût (perçu) des régimes alimentaires durables, les synergies avec les régimes équilibrés et les moyens intelligents de surmonter le fossé « savoir et faire » comme futur travail de base. Ils ont également souligné le besoin d'éliminer les obstacles institutionnels en partageant les gains. Les entreprises, et plus spécifiquement le secteur du commerce de détail, ont été identifiées comme le groupe clé des parties prenantes.

Tableau 1 :

Liste préliminaire des opportunités et des obstacles socio-économiques aux régimes durables en Europe

	Opportunités	**Obstacles**
Citoyens	Intérêt croissant pour l'alimentation durable	Connaissances limitées/confusion
	Modèles de régimes durables existants	Coutumes
	Intérêt pour la santé	Coûts perçus
	Économie d'argent	Questions culturelles/de genre
		Temps/mode de vie
		Accès
Législateurs	Politiques gagnantes (y compris la santé publique, le changement climatique, la sécurité alimentaire et les objectifs environnementaux)	Se concentrer sur la production alimentaire et non sur la consommation
	Renforcer le pouvoir des parties prenantes du secteur alimentaire pour soutenir la politique	Climat économique
		Culture institutionnelle
		Réticence à s'engager dans des politiques de changement du comportement
		Sensibilité du gouvernement à la pression industrielle
Entreprise	Répondre aux attentes de la société	Influencer les consommateurs
	Politique européenne	Défis côté approvisionnement
	Choix du consommateur	Défi du cadre réglementaire
		Absence d'une définition généralement acceptée des régimes durables

Tableau 2 : Opportunités et obstacles majeurs identifiés par les membres du Réseau des parties prenantes du secteur alimentaire européen lors de l'atelier des parties prenantes

Opportunités	Intérêt pour la santé	Citoyens
	Économie d'argent	Citoyens
	Répondre aux attentes de la société	Entreprises
Obstacles	Connaissances limitées/confusion	Citoyens
	Coutumes	Citoyens
	Coûts	Citoyens

CITOYENS : OPPORTUNITÉS

Ce chapitre décrit les opportunités majeures d'un changement comportemental. Nous affirmons que les consommateurs individuels peuvent modifier leurs choix alimentaires pour se diriger vers des régimes équilibrés et durables mais nous ne savons pas dans quelle mesure les consommateurs agissant individuellement sont capables de transformer les modèles de consommation alimentaire de manière globale. Le rôle des entreprises et des législateurs dans l'accès facile aux choix durables de la part des citoyens[11] est discuté dans les chapitres suivants.

INTÉRÊT CROISSANT POUR L'ALIMENTATION DURABLE

Nombreux sont les consommateurs qui perçoivent l'alimentation durable de manière positive[12]. Nous avons découvert une tendance croissante de reconnexion entre éleveurs et consommateurs et un soutien aux produits locaux et à la production nationale, notamment pour la viande. L'alimentation organique et le commerce équitable ont suscité l'engouement d'un groupe de consommateurs concerné[13].

> AU COURS DES 10 DERNIÈRES ANNÉES, LA QUALITÉ DES ALIMENTS A TELLEMENT BAISSÉ QUE LES CONSOMMATEURS DEMANDENT DE MEILLEURS PRODUITS MÊME S'ILS COÛTENT PLUS CHERS.
>
> Membre espagnol du Réseau des parties prenantes du secteur alimentaire européen

Les consommateurs européens font face à un éventail de problèmes liés à l'éthique et à la durabilité, à savoir le recours aux hormones et aux antibiotiques dans la production de viande, d'autres questions liées au bien-être animal, les coûts de carbone relatifs au transport des aliments, l'impact de la production alimentaire sur le paysage, d'autres effets de la production alimentaire sur l'environnement et le traitement correct des agriculteurs[14].

Le Barilla Centre for Food and Nutrition italien a identifié la montée du consommateur responsable[15] et du terme consomActeurs – consommateurs concernés par la durabilité qui veulent s'impliquer dans le processus de production alimentaire. Ses recherches

ont prouvé que nos habitudes alimentaires devront radicalement changer pour pouvoir répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels d'une population croissante dans un monde plus riche et plus urbanisé. Nous devrons également être responsables de nos choix, ce qui pourrait représenter un choc pour le consommateur moyen postmoderne.

Les consommateurs sont de plus en plus nombreux à s'ouvrir à l'idée d'un changement de leurs régimes. Par exemple, une étude du gouvernement britannique a révélé que 62 % des participants étaient « très ou plutôt motivés » pour ne plus manger de viande rouge, tandis que 36 % étaient « très ou plutôt motivés » pour ne plus manger de produits laitiers[16]. Une étude néerlandaise a identifié un intérêt croissant pour le régime flexitarien : régime végétarien qui inclut la viande de manière occasionnelle[17]

> « Une prise de conscience sociétale s'opère de plus en plus à propos des opportunités d'une meilleure qualité de vie par une alimentation équilibrée et d'une véritable contribution d'une production durable sur l'amélioration de l'environnement. Les préférences des consommateurs pour la qualité, la commodité, la diversité et la santé et leurs attentes concernant la sécurité, l'éthique et la production alimentaire durable servent à souligner les opportunités
>
> **Food for Life italien**[18]

Nous le savons bien, une attitude positive, en l'occurrence vers un régime équilibré et durable, ne se traduit pas toujours par un changement du comportement ! Il y a un fossé entre ce que les gens pensent, sentent et disent, et ce qu'ils font[19]. Ce phénomène est exploré plus loin.

Toutefois, les régimes alimentaires ont considérablement changé au cours des 50 dernières années, les habitudes alimentaires des consommateurs sont ouvertes au changement. Le défi consiste à encourager ce changement vers des régimes équilibrés durables et à détourner les consommateurs des régimes déséquilibrés et d'une surconsommation inutile.

MODÈLES DE RÉGIMES DURABLES EXISTANTS

Les régimes consommés en Europe sont très différents d'un pays à un autre ; certains d'entre eux sont déjà équilibrés et durables. Par exemple, une étude allemande[20] révèle qu'une même société peut avoir plusieurs régimes qui, individuellement, peuvent avoir différentes

conséquences sur l'environnement. Alors que les régimes végétaliens et végétariens ont le moindre impact, les régimes basés sur les directives nutritionnelles conservent un impact environnemental significatif.

INTÉRÊT POUR LA SANTÉ

Les connaissances et l'intérêt du public pour la santé et une bonne nutrition fournissent une opportunité supplémentaire pour les régimes durables. Une meilleure prise de conscience de la santé, des modes de vie sains et un bien-être global forment les grandes tendances sociétales et économiques[21].

La santé est un moteur du changement comportemental, plus que n'importe quelle préoccupation sur l'environnement. La recherche sur les attitudes et le comportement par rapport à l'alimentation durable menée par le gouvernement britannique[22] a révélé que la santé est le facteur le plus important pour les consommateurs (81 %). La durabilité environnementale était le facteur le moins important (26 %). Une étude de consommation réalisée dans les 27 états-membres de l'Union européenne a confirmé que la santé était plus importante que les préoccupations environnementales pour les choix alimentaires du consommateur. Environ 32 % des personnes ont indiqué vouloir acheter moins de viande ou de produits à base de viande. Le principal motif invoqué était la santé (54 %) contre 16 % pour des raisons liées à l'environnement[23].

Cette transition comprend des opportunités gagnantes[24] : un régime contenant moins de protéines animales est meilleur pour la santé et impose moins de pression sur l'environnement. Cependant, privilégier les avantages sur la santé permettra d'attirer un plus large éventail de personnes ; ce message était l'un des plus forts du deuxième atelier des parties prenantes du LiveWell.

OPPORTUNITÉS D'ÉCONOMIES D'ARGENT

Le coût a un impact important dans le choix alimentaire du consommateur, notamment en cette période de récession que connaissent plusieurs pays européens. Le consommateur peut manger plus équilibré et plus durable et économiser de l'argent en mangeant moins de viande, en gaspillant moins d'aliments et en réduisant ses portions.

Même s'il est encore largement répandu qu'une alimentation équilibrée et durable est plus chère, une étude allemande[25] démontre qu'un changement du régime alimentaire permet de réduire les impacts sur l'environnement sur la base d'un faible coût. Une étude réalisée par le Dr Jennie Macdiarmid – Maître de Recherche à l'Université d'Aberdeen en Écosse[26] – a prouvé qu'on pouvait suivre un régime équilibré acceptable et atteindre une réduction de l'impact des gaz à effets de serre (36 %) sans supprimer la viande, à un coût comparable aux dépenses moyennes du Royaume-Uni dans le secteur alimentaire.

La recherche pour le régime LiveWell démontre qu'un régime équilibré et durable ne coûte pas nécessairement plus cher[27]. Effectivement, lors du deuxième atelier des parties prenantes, il a été recommandé de véhiculer désormais comme message clé que les régimes alimentaires durables peuvent entraîner des économies potentielles, car leur coût est globalement perçu comme un obstacle.

CITOYENS : OBSTACLES

La documentation sur laquelle s'appuie ce rapport fourmille d'exemples d'obstacles au changement comportemental vers des régimes équilibrés et durables. Le projet Foresight sur l'Alimentation Mondiale et les Futurs de l'Agriculture du gouvernement britannique s'est basé sur plusieurs études concernant les attitudes des consommateurs envers une alimentation durable et en a conclu : « Il existe une littérature de plus en plus abondante sur les attitudes des consommateurs vis-à-vis d'un changement vers un mode de vie plus durable dont l'alimentation n'est qu'un aspect. On observe que la plupart de ces textes recensent plus d'obstacles que d'opportunités ».[28]

LA MAJORITÉ DES CITOYENS N'ONT PAS CONSCIENCE QUE LEURS ACTIONS PERSONNELLES IMPACTENT L'ENVIRONNEMENT ET NE SAVENT PAS EXACTEMENT QUOI FAIRE VIS-À-VIS DE L'ALIMENTATION DURABLE. LE CLIMAT NE VIENT PAS A L'ESPRIT DES CONSOMMATEURS.

Membre suédois du Réseau des parties prenantes du secteur alimentaire européen

Ces obstacles se divisent en deux catégories : les obstacles *individuels* (internes) comme les facteurs socio-psychologiques, les caractéristiques physiologiques et les obstacles démographiques et les obstacles *sociétaux* (externes) comme l'infrastructure, la culture, l'économie et les obstacles institutionnels[29]. Plusieurs obstacles individuels ont fait l'objet de débats lors du deuxième atelier des parties prenantes LiveWell for LIFE. De nombreux participants ont identifié des coutumes non durables, comme le shopping, qui méritent une attention plus accrue.

Notre étude démontre que la confusion et des connaissances limitées de ce qui est et n'est pas durable bloquent considérablement le choix vers un régime durable.

La perception d'un repas type du régime durable par la population est très variée. Une étude des consommateurs révèle qu'ils pensent que l'aspect le plus important d'une consommation alimentaire écologique est la réduction des emballages alimentaires. Réduire sa consommation de viande est considéré comme l'aspect le moins important[30]. Par ailleurs, les effets négatifs des régimes non-équilibrés sont parfaitement compris en Occident, au moins dans leur globalité, même si le consommateur éprouve encore des difficultés à reconnaître quels sont les produits spécifiques équilibrés et non-équilibrés[31].

Si le changement climatique demeure une préoccupation majeure pour les Européens[32], il n'en reste pas moins une confusion générale de la population sur sa définition. La plupart des citoyens ne comprennent que vaguement les concepts scientifiques et pensent qu'ils sont incohérents. D'autres croient qu'il ne s'agit que d'une mode. Le manque de prise de conscience et d'informations sur l'empreinte carbone d'un produit est évident.

Plus le consommateur dispose de connaissances et prend conscience, plus il doute des informations qu'on lui donne sur les produits alimentaires et ne croit pas ce qu'on lui dit, c'est le revers de la médaille[33]. L'examen de la littérature utilisée pour le projet Foresight UK[34] a conduit Lynn Stockley, Chercheur Senior du Health Promotion Research Group de la British Heart Foundation, à conclure que « peu d'informations, ou des informations confuses ou contradictoires » formaient un obstacle. De nombreux consommateurs se montrent hésitants et sceptiques face aux revendications écologiques de l'industrie et ne savent plus à qui faire confiance. Le gouvernement, les médias et les célébrités ne sont pas non plus vraiment crédibles à leurs yeux.

Une confusion règne dans l'esprit des gens concernant les termes organique, naturel et écologique. Une étude menée à l'échelle européenne montre que les citoyens européens ne sont qu'une minorité à reconnaître les logos d'assurance qualité alimentaire de l'UE[35]. À peine plus d'un tiers des citoyens européens (36 %) reconnaît le logo du Commerce Equitable non UE, un quart (24 %) reconnaît le logo de l'agriculture organique européenne et seulement une petite

minorité reconnaît les logos qui symbolisent les trois éléments de l'Indication Géographique Protégée (IGP) de l'UE. La population des états membres connaissent ces logos à des niveaux très différents. Au Royaume-Uni, une forte majorité (86 %) reconnaît au moins un des logos comparé à seulement un tiers (34 %) des Bulgares et des Polonais.

L'étude réalisée par le groupe de consommateurs britanniques Which? sur l'étiquetage des aliments durables a permis de conclure que nombre d'étiquettes sont inconnues, peu comprises et n'aident pas réellement les consommateurs à comprendre comment les différents aspects de la durabilité ont été traités[36].

Alors que l'alimentaire et les régimes retiennent de plus en plus l'attention médiatique, Claude Fischler du Barilla Centre[37] déclare à ce propos que « l'information est là, mais il y en a trop. Elle est incohérente, assourdissante et constamment changeante ». Il pense que l'information est contradictoire car ses sources sont nombreuses et différentes : publicité, blogs internet et les innombrables programmes à la télévision, les ouvrages et les magazines qui fournissent des conseils diététiques.

En revanche, un certain manque de connaissances et la confusion peuvent s'expliquer. Comme Jennie Macdiarmid le fait observer : « Le concept du régime durable n'est pas nouveau, mais c'est une question complexe, et notre compréhension du régime durable idéal comporte encore des lacunes ».[38]

La Commission européenne a cependant reconnu la difficulté à communiquer la performance écologique des produits. Pendant une conférence de 2012, la Direction Générale de la santé et des consommateurs[39] a affirmé que l'alimentation durable était un domaine nouveau et complexe pour les consommateurs qui reçoivent des tonnes d'informations et de labels. Il a été question de la fiabilité de l'information et de l'absence d'un label-méta qui couvrirait tous les aspects de la durabilité. La DG a également souligné que l'information seule ne suffit pas à changer le comportement des consommateurs, les choix écologiques doivent être faciles et économiques.

Ceci est particulièrement vrai pour les nombreuses personnes pour qui la durabilité n'est pas une priorité. Le rapport Which? a révélé que même les personnes qui se disent motivées pour axer leurs choix alimentaires en fonction des problèmes éthiques et écologiques les considèrent

encore moins prioritaires que le prix, la sécurité, le goût, la qualité et le manger sain[40].

L'éthique et l'écologie sont deux aspects rarement très prioritaires en termes d'achats alimentaires. Près de la moitié des personnes sondées pour le rapport Which? ont déclaré qu'elles doivent déjà penser à trop de choses sans avoir à se préoccuper en plus de l'impact environnemental de leurs achats alimentaires. Le Barilla Centre a classé ces consommateurs « indifférents » comme le symptôme d'une société postmoderne où les choix individuels sont pris sans aucun sens des responsabilités.

Beaucoup de consommateurs se sentent certainement étrangers à la chaîne alimentaire bien qu'une « large minorité » affirme qu'elle souhaite davantage s'exprimer sur la façon de produire les aliments[41]. La population est nombreuse à dénoncer un manque de motivation et de responsabilisation, notamment dans le domaine du changement climatique. Elle se sent désespérée face à l'ampleur considérable du problème et pense que la contribution individuelle est dérisoire par rapport à l'étendue des émissions de carbone par l'industrie, par exemple[42].

CHANGEMENT DES HABITUDES ET DU COMPORTEMENT

Les habitudes forment un obstacle important au changement comportemental et se sont imposées comme des défis majeurs pour les régimes alimentaires durables au cours du deuxième atelier LiveWell.[43]. Malgré les connaissances et la motivation, il est difficile de changer des habitudes ancrées. La recherche a démontré que plus les habitudes sont fortes, plus le comportement est amplement automatique ; par conséquent, les intentions sont des indicateurs peu fiables du comportement actuel[44]. L'étude du gouvernement britannique[45] a mis au jour les deux obstacles à la consommation alimentaire durable les plus cités : « non choisi par habitude » et « trop cher ».

Les modèles d'alimentation automatiques et quotidiens habituels permettent d'expliquer la déconnexion entre les valeurs et attitudes des citoyens et leurs comportements. Il existe un gouffre entre ce que les gens *disent* valoriser en termes de choix équilibrés et durables et la *réalité* de leurs achats et de leur consommation.

La durabilité n'est qu'une question parmi de nombreuses autres que se posent les consommateurs lorsqu'ils comparent les avantages et les inconvénients des différents modes de vie et produits disponibles[46]. Cet écart entre ce que les gens pensent, ressentent et disent (leurs attitudes et valeurs) et ce qu'ils font réellement (leur comportement) s'explique par le fait que manger est une routine quotidienne et que les gens ont des réactions instinctives. Une modification dans l'attitude ne suffit pas en général à changer un comportement. D'autres facteurs comme un nouveau débat sur les prix alimentaires doivent venir la renforcer.

> IL EST TRÈS DIFFICILE DE PASSER DE LA CONNAISSANCE À L'ACTION ; C'EST UN GRAND PAS.
>
> Membre suédois du Réseau des parties prenantes du secteur alimentaire européen

Le Barilla Centre[47] affirme que l'enjeu des prochaines décennies sera de réduire la disparité entre le désir d'atteindre un régime et un mode de vie équilibrés, vaincre les systèmes sociaux et culturels existants et réussir à les mener de front.

Toutefois, notons que le comportement habituel est un avantage évolutif qui ne demande pas d'efforts psychiques dans les décisions routinières qui nous ont bien servies dans le passé. Nos préférences physiques et mentales n'ont pas toujours évolué de manière synchronisée avec le développement rapide de la chaîne alimentaire autour de nous. L'industrie alimentaire en a fait usage dans le passé[4]. Il est donc important de prendre en compte l'influence significative des transformateurs alimentaires, des vendeurs au détail et des médias de masse sur les choix du consommateur[48].

[4] Se référer par exemple au travail de Michael Moss: http://www.nytimes.com/2013/02/24/magazine/the-extraordinary-science-of-junk-food.html?pagewanted=all&_r=3&

« Vaincre les problèmes du consommateur pris au piège, se libérer des vieilles habitudes et en créer de nouvelles, comprendre la complexité de la logique sociale dans laquelle les comportements individuels sont enfermés : toutes ces conditions préalables doivent être réunies pour mener à bien des initiatives de changement du comportement ».

Réseau de recherche pour le développement durable[49]

L'habitude est un des nombreux facteurs qui renforce le prétendu piège des modèles de mode de vie actuels. Les contraintes économiques, les obstacles institutionnels, les inégalités d'accès et les attentes sociales peuvent être autant de facteurs influents[50].

Si les choix alimentaires durables ne forment pas la norme, le succès des initiatives du changement comportemental dépendra de ces options qui sont des choix simples par défaut. Changer les habitudes exige une approche intégrée qui combine des interventions en aval comme l'éducation et des interventions en amont comme un changement du contexte et des conséquences comportementales immédiates.

COÛT

La situation socio-économique est un facteur important dans les choix alimentaires durables[51.] La recherche dévoile que les consommateurs européens placent le prix (91 %) au second poste le plus important après la qualité (96 %) lors de leurs achats alimentaires. Il n'est pas surprenant que cela s'avère spécialement le cas pour ceux qui ont du mal à payer leurs factures.

L'étude du gouvernement britannique[52] a révélé que l'obstacle le plus fréquent à la consommation alimentaire durable est son « coût onéreux ». Ce fait a été spécifiquement mentionné dans un contexte de choix des régimes équilibrés car les produits équilibrés et durables sont couramment perçus comme des produits plus chers. Ceci peut agir comme un obstacle perceptible même si les régimes équilibrés et durables sont meilleur marché ou pas plus chers que des régimes ordinaires.

L'étude met également en lumière et de manière fiable que les régimes des bas revenus sont moins équilibrés que les régimes des personnes d'un niveau socio-économique plus élevé. Nous pouvons donc raisonnablement supposer que le coût représente un obstacle plus

important pour les personnes à revenus plus faibles dont le budget alimentaire est inférieur à celui d'un foyer moyen. Elles peuvent éprouver plus de difficultés à faire des choix équilibrés car les aliments comme les fruits et légumes sont plus chers que les aliments riches en énergie. Ces derniers sont non seulement bon marché mais leurs prix ont également moins tendance à augmenter à cause d'une inflation. Cela signifie en d'autres termes que les aliments plus riches en énergie et en calories sont une aubaine pour les acheteurs à court d'argent[53].

Le coût détermine les aliments qui seront achetés en cette période de crise économique actuelle. Le régime méditerranéen, reconnu comme l'un des régimes les plus équilibrés dans le monde, est en passe d'être menacé par la crise économique à laquelle est confrontée l'Europe du Sud[54]. L'étude indique que les personnes aux plus faibles revenus sont les moins enclins à suivre un régime méditerranéen et les plus susceptibles de souffrir d'obésité par rapport aux personnes aux revenus plus importants.

Le Barilla Centre[55] souligne l'importance de l'éducation qui permet de comprendre qu'il est possible de se nourrir de manière équilibrée sans pour autant dépenser beaucoup d'argent. On ne relève aucun obstacle économique actuellement aux régimes végétariens et en protéines animales réduites car les produits de substitution comme les graines, les légumes et les légumineuses sont généralement moins chers que la viande[56].

QUESTIONS CULTURELLES ET DE GENRE

Les questions liées à la culture et au genre peuvent être des obstacles importants en particulier dans la consommation de viande. Des chercheurs néerlandais signalent que la viande représente une partie essentielle des cultures culinaires en Europe occidentale et sa population considère la viande comme un élément vital d'un repas[57]. Les auteurs de l'étude The Protein Puzzle réalisée en 2011 notent qu'une moindre consommation de viande et de produits laitiers est bénéfique aux niveaux de la santé et de l'environnement et qu'elle constitue une option facile et robuste. En revanche, changer les modèles de consommation est un processus culturel lent[58].

Le genre est un facteur démographique important associé aux choix alimentaires durables[59]. La recherche allemande souligne que les femmes suivent plus étroitement les recommandations nutritionnelles que les hommes [60.] La consommation de viande s'associe traditionnellement à la

masculinité, bien que des chercheurs néerlandais indiquent qu'un changement peut avoir lieu dans l'image culturelle et l'appréciation de la viande[61]. Les auteurs ont remarqué l'augmentation du régime flexitarien aux Pays-Bas, les néerlandais essaient consciemment de limiter leur consommation de viande[62].

OBSTACLES DU TEMPS ET DU MODE DE VIE

L'étude montre que les gens associent un régime durable à plus de réflexion, plus de préparation et plus de temps de cuisson[63]. La tendance prépondérante à la nourriture pratique est guidée par des modes de vie avec des emplois du temps chargés, plus de femmes au travail, des changements dans la composition du foyer, des revenus disponibles accrus et des révolutions dans le traitement des aliments[64]. Les tendances démographiques comme une population vieillissante, des familles monoparentales, l'immigration et le rôle des femmes influencent toutes notre façon de cuisiner et de manger[65.]

Il en a résulté un changement des modèles de consommation. Nous mangeons plus de repas tout prêts et de fast food dans et hors du foyer, ce qui éloigne de plus en plus les consommateurs de la production des denrées alimentaires. Malgré une meilleure connaissance en nutrition,les aliments sont très rarement cuisinés à partir d'ingrédients individuels.[66]. Nous avons été témoins d'un accroissement global du gaspillage alimentaire accompagné d'une augmentation du surpoids et de l'obésité. De plus, la saisonnalité des produits a perdu tout son sens depuis que la majorité d'entre eux sont disponibles et économiquement abordables toute l'année.[67].

ACCÈS

La facilité d'accès aux régimes équilibrés et durables n'apparaît pas comme un facteur aussi important que les facteurs susmentionnés, indique l'étude britannique concernant les options durables mais en termes de coût plutôt que de disponibilité[68.] L'accès ne semble pas non plus important lorsque les magasins offrent des choix équilibrés et durables. La disponibilité abondante de nourriture non-équilibrée et non-durable qui est commercialisée et vendue à des prix attractifs est un obstacle plus important pour faire de meilleurs choix.

L'accès représente cependant un problème dans le secteur de la restauration (restaurants, cafés, cantines, vendeurs de rue, etc.) qui propose une gamme limitée de choix équilibrés et durables.

LEGISLATEURS : OPPORTUNITÉS

Le législateur est un acteur essentiel à tous les niveaux car il fournit un cadre adéquat d'action plus durable aux personnes et aux entreprises. Ces dernières décennies, l'objectif ultime de nourrir un monde affamé a provoqué la négligence du concept de régimes durables par les législateurs[69]. Le lien entre l'amélioration de la nutrition via des régimes mieux équilibrés et la diminution de l'impact écologique des choix alimentaires connaît maintenant une reconnaissance. Un changement vers des régimes plus durables entraînerait des répercussions sur la production alimentaire, la chaîne de traitement et la consommation.

POLITIQUE GAGNANTE

S'atteler au problème de la consommation durable en encourageant l'adoption de régimes équilibrés permet aux législateurs européens de mettre en place d'autres politiques, telles que la lutte contre l'obésité, la santé nutritionnelle, la réduction des impacts du changement climatique, l'accroissement de la sécurité alimentaire, l'utilisation des ressources et l'atteinte d'objectifs environnementaux. L'alimentation compte parmi les secteurs de la consommation ayant les plus grandes répercussions sur l'environnement. Au sein de l'UE, environ un tiers de l'impact environnemental total des ménages (y compris l'utilisation d'énergie, l'utilisation des sols, l'eau, la pollution des sols et les émissions de gaz à effets de serre) est lié à la consommation d'aliments et de boissons[70].

Dans un monde où la richesse augmente et où la population devrait atteindre neuf milliards en 2050, les régimes durables sont de plus en plus reconnus comme un moyen d'atteindre la sécurité alimentaire mondiale et de lutter contre le changement climatique. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Bioversity International[71] ont mis l'accent sur l'importance de consommer des aliments à faible empreintes eau et carbone et sur la mise en valeur de la biodiversité alimentaire par des produits locaux et traditionnels riches en nutriments. Ce travail de la FAO a permis d'obtenir une définition unanime des régimes durables et de déterminer ses Objectifs de développement du Millénaire[72] [73].

Définition des régimes durables par la FAO :

« Ces régimes à faibles impacts environnementaux qui contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à une vie saine pour les générations présentes et futures. Les régimes durables protègent et respectent la biodiversité et les écosystèmes, sont culturellement acceptables, accessibles, économiquement équitables et abordables ; adéquats, sains et équilibrés sur le plan nutritionnel ; tout en optimisant les ressources naturelles et humaines ».

Un certain nombre de politiques de l'UE encouragent les régimes alimentaires équilibrés et durables. La PAC et la Politique commune de la pêche (PCP) fournissent des cadres réglementaires de l'UE qui sont en cours de réforme. La régulation et la cohésion des échanges, qui font l'objet d'autres politiques sur l'environnement et sur l'économie, impactent aussi fortement la consommation et la production alimentaires[74].

Parmi ses objectifs de politiques en matière de changement climatique, l'UE veut réduire ses émissions de 80 à 95 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2050. En mars 2011, la Commission européenne s'est engagée à atteindre cet objectif dans sa *Feuille de route vers une économie compétitive à faible intensité de carbone à l'horizon 2050*[75].

Le projet Europe 2020 a été initié par la Commission européenne en 2010 pour succéder à la Stratégie de Lisbonne. Ce plan décennal doit constituer le moyen d'atteindre une croissance intelligente, inclusive et durable et souligne le besoin de dissocier la croissance économique de l'utilisation des ressources naturelles. *Une Europe efficace dans l'utilisation des ressources – Initiative phare relevant de la stratégie Europe 2020*[76] sert de cadre général aux Politiques européennes en matière de consommation et de production durables. La Feuille de route pour une Europe efficace dans l'utilisation des ressources (2011)[77] indique que « d'ici 2020, les mesures en faveur d'une production et d'une consommation alimentaires plus saines et plus durables se seront généralisées et auront entraîné une réduction de 20 % de l'utilisation des ressources dans la chaîne alimentaire. Le gaspillage d'aliments encore proprices à la consommation devrait avoir été réduit de moitié dans l'UE ».

D'autres initiatives européennes sont en cours de préparation. Une nouvelle version du Plan d'action communautaire pour une production et une consommation durables qui comprendra une Méthodologie de calcul de l'empreinte écologique des produits sera disponible, et une Communication sur l'Alimentation durable (2013) est en cours de préparation. Une étude en

cours examine la faisabilité d'appliquer les écolabels européens au secteur alimentaire. La Commission a établi une Table Ronde Production et consommation durables dans le Secteur alimentaire européen avec les partenaires européens de la chaîne alimentaire – se référer à la section Entreprises : opportunités. Les marchés publics sont également destinés à soutenir une alimentation équilibrée et durable[78].

À un niveau national, plusieurs pays et institutions européennes offrent maintenant des conseils sur les régimes équilibrés et durables. Le Conseil de Santé des Pays-Bas a élaboré les *Guidelines for a Healthy Diet: the Ecological Perspective* (Lignes directrices pour un régime équilibré : la perspective écologique) en 2011[79]. Elles recommandent une diminution de la consomation de viande pour favoriser une alimentation végétarienne. L'Agence française de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie[80] et le Conseil allemand pour le Développement durable[81]donnent les mêmes conseils.

En Italie, le Barilla Centre a créé la Double Pyramide[82] pour illustrer les connexions entre la santé alimentaire et les objectifs environnementaux. Elle s'appuie sur la célèbre Pyramide alimentaire qui propose un régime équilibré ainsi qu'une Pyramide écologique inversée. Le Livewell Plate de WWF[83] développé par l'Institut de Recherches Rowett est un guide qui se propose d'élaborer un régime varié et équilibré sur le plan nutritionnel et qui répond aux objectifs d'émissions de gaz à effets de serre du Royaume-Uni.

Les commentateurs[84] estiment qu'il existe des moyens de favoriser le développement de régimes équilibrés et durables par d'autres mesures politiques comme supprimer la subvention actuelle des produits à base de viande bon marché, promouvoir l'investissement massif dans les régimes sains, des marchés publics plus écologiques et une taxe sur les aliments peu équilibrés. Le Barilla Centre[85] affirme que les législateurs peuvent aider les consommateurs à faire des choix diététiques et durables en véhiculant des messages clairs. D'autres initiatives basées sur les prix qui favorisent des choix plus sains et rendent ces mêmes choix accessibles sont autant d'opportunités.

Une forte énergie locale doit être insufflée pour atteindre une production et une consommation alimentaires plus équilibrées et durables. De nombreuses parties prenantes pensent que les gouvernements devraient endosser un rôle plus important et développer des approches multi-secteurs, ce qui est actuellement assuré par les organisations de la société civile. Les bons conseils sont négligés ou l'absence de pressions légales cesse d'opposer les groupes de parties prenantes à trouver un terrain d'entente. L'enthousiasme actuel est l'occasion pour les gouvernements de créer et de se fonder sur un meilleur soutien de nouvelles politiques.

LÉGISLATEURS : OBSTACLES

Malgré l'intérêt croissant pour l'alimentation équilibrée et durable et les réelles opportunités de mise en place de politiques d'amélioration de la santé publique, de l'environnement et de l'agriculture, et implicitement des contraintes budgétaires, les législateurs semblent accuser du retard.

> DE TOUS LES ACTEURS DE LA CHAÎNE ALIMENTAIRE, LES LÉGISLATEURS SONT LES DERNIERS À AVOIR MA CONFIANCE. IL LEUR FAUT DE 10 À 15 ANS POUR ÊTRE ASSEZ MATURES ET PRENDRE DES DÉCISIONS.
>
> Membre du Réseau des parties prenantes du secteur alimentaire européen à l'atelier du LiveWell for LIFE – Mars 2013

Les cycles politiques prennent généralement du temps mais il est évident que la politique gouvernementale, notamment d'un point de vue écologique, sur les modes de vie durables n'a pas été accueillie très favorablement. Dans ce chapitre, nous expliquons certaines des raisons à cela.

SE CONCENTRER SUR LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET NON SUR LA CONSOMMATION

Les politiques de lutte pour la sécurité alimentaire et la durabilité se focalisent largement sur la production agricole et l'efficacité technologique mais la consommation alimentaire est un secteur dont l'importance est peu reconnue. Le rapport du Standing

Committee on Agriculture Research (SCAR)[86] conclut que l'accent a été mis sur les innovations technologiques du côté de l'approvisionnement. Cependant, les innovations sociales ont tout aussi leur importance. *Une modification des* chaînes d'approvisionnement, tournées vers des achats plus locaux, peut non seulement avoir un impact considérable sur le coût mais également créer des liens plus étroits et une confiance entre producteurs et consommateurs. Le rapport souligne également qu'abaisser les niveaux de consommation d'aliments non durables est également important. À ce titre, une plus grande priorité doit être accordée à la recherche sur les changements comportementaux et structurels dans les systèmes alimentaires et les chaînes d'approvisionnement.

Des solutions techniques ne suffiront pas à résoudre l'enjeu de la durabilité ; en revanche un changement comportemental et des modes de vie modifiés devront jouer un rôle prépondérant[87]. La politique actuelle d'efficacité conduit notamment les agriculteurs et les autres acteurs de la chaîne alimentaire vers une réduction du prix de revient. La réduction de la consommation occupe peu de place dans les politiques et celles visant la production à plus faibles impacts locaux viennent après les politiques économiques et commerciales[88].

La FAO souligne la nécessité de mettre en œuvre des politiques sur la consommation et la production :

« Nous devons non seulement examiner l'aspect productif mais aussi la consommation. C'est particulièrement important si l'on tient compte des implications environnementales de la production alimentaire croissante. Pour répondre à la question de 9 milliards de personnes, nous ne pouvons pas seulement prendre en compte l'aspect productif ; nous devons aussi nous intéresser à la consommation. Ceci englobe l'accès d'une part, à la réduction des déchets d'autre part ».

Jose Graziano da Silva, Directeur Général de la FAO[89]

CLIMAT ÉCONOMIQUE

Le climat économique actuel met une forte pression politique sur la stimulation de la croissance, de l'emploi et de l'économie et sur la garantie de produits alimentaires bon marché

aux consommateurs. La durabilité et les objectifs environnementaux ne sont pas au cœur des priorités des politiciens, ce qui démontre la difficulté à trouver un équilibre entre des priorités politiques à court terme et des objectifs à plus long terme. Les chercheurs préconisent aux législateurs de considérer plus sérieusement les frontières planétaires et de financer davantage la recherche publique[90].

L'agriculture, les industries de fabrication d'aliments et de boissons et les détaillants de produits alimentaires forment des lobbys très puissants qui sont souvent plus influents que les sociétés et les organisations ayant des intérêts pour les consommateurs, la santé et l'environnement. On retrouve par conséquent des initiatives bénévoles plutôt que les gouvernements aux commandes des changements politiques. L'Agence danoise de protection de l'environnement a élaboré une note d'orientation destinée aux législateurs qui souhaitent promouvoir la production et la consommation durables dans le secteur du commerce de détail alimentaire. Elle met en avant que « le gouvernement a un rôle important à jouer dans l'utilisation des leviers politiques pour soutenir le développement d'une étude de rentabilité destinée aux fabricants et aux détaillants sur la production et la livraison de produits plus durables »[91]. Elle demande l'instauration d'un cadre réglementaire plus intégré et cohérent et recommande le développement de réformes de l'écotaxe et de faire porter l'impôt moins sur le travail, mais davantage sur la consommation matérielle.

OBSTACLES INSTITUTIONNELS

La complexité des organes de décision aux niveaux international, européen, national, régional et local engendre de nombreux obstacles. Les politiques en faveur des régimes équilibrés et durables impliquent l'intégration de bien d'autres secteurs comme la santé, l'environnement, l'agriculture, le changement climatique et la justice sociale. Il est donc difficile pour les gouvernements de travailler de façon intégrée.

Le chevauchement des régimes équilibrés et durables peut représenter un point de départ évident à une politique commune de travail proactive. Mais dans la pratique, les agences pour la santé et l'environnement semblent avoir des difficultés à s'associer. L'exemple néerlandais évoqué ci-dessus est rare car l'analyse de recommandations pour un régime écologique a été menée par une agence publique pour la santé. Dans les autres états membres comme la France, le Ministère pour l'Environnement et les agences pour l'environnement ne sont pas habitués à

développer des politiques publiques sur les questions alimentaires. La Direction Générale pour la Santé et les Consommateurs de la Commission européenne éprouve visiblement les mêmes difficultés à proposer une action commune sur les régimes équilibrés et durables.

On relève également des tensions entre les recommandations en faveur d'un régime équilibré et durable et la création d'un marché unique au sein de l'Union européenne. La Suède est le premier pays qui a instauré des directives pour un régime durable[92]. Malheureusement, le gouvernement suédois a dû retirer sa proposition d'adoption de ces directives lorsqu'il a constaté que sa recommandation à consommer des aliments produits plus localement violait les règles de la libre circulation[93]. Cette question sera étudiée plus profondément à l'avenir.

Dans son article paru dans le journal médical The Lancet, Sharon Friel *et al*. affirme « Une action intersectorielle coordonnée s'impose dans les secteurs de l'agriculture, de la nutrition, de la santé publique et du changement climatique du monde entier afin de fournir un régime économique, équilibré et à faible émission à toutes les sociétés »[94.] Les différents secteurs pourraient collaborer ensemble si des stratégies et des politiques alimentaires globales étaient développées. Au niveau européen, il existe plusieurs politiques et stratégies pertinentes mais aucune stratégie alimentaire durable communautaire globale. Le plan alimentaire 2030 du Royaume-Uni ne reconnaît pas vraiment le besoin d'un engagement transsectoriel au niveau de la politique[95].

RÉTICENCE À S'ENGAGER DANS DES POLITIQUES DE CHANGEMENT DU COMPORTEMENT

La sphère politique rencontre un obstacle fort qui est la réticence à « interférer dans le choix personnel ». Elle craint également une vive réaction des producteurs à un moment d'austérité ; et du public, concernant la consommation de viande en particulier[96]. Les politiques de changement comportemental peuvent semble trop difficiles ou imprévisibles, ou les deux, et les législateurs peuvent ne pas correctement appréhender le concept et les avantages d'un régime équilibré et durable.

Comme des experts européens[97] le soulignent, les législateurs sont confrontés à un véritable problème de définition des rôles des gouvernements. Jusqu'où peuvent aller les gouvernements ? Où s'arrêtent leurs actions de mise en œuvre des campagnes, des normes, des réglementations et des paiements ? Quel degré de pouvoir les gouvernements peuvent-ils

accorder aux ONG de la société civile ou aux organisations non-lucratives comme les compagnies d'assurance maladie ? Les auteurs du rapport SCAR avancent que la réponse consiste à *donner plus de pouvoir* aux consommateurs que *leur dire* ce qu'il faut et ne faut pas manger. Cependant, ils reconnaissent que leur analyse des attitudes des consommateurs n'est pas complète.

Ces questions sont particulièrement pertinentes en ce moment où les objectifs politiques à court terme visent à encourager la production alimentaire et l'exportation, y compris l'agriculture. L'alimentation faisant déjà l'objet de coupes budgétaires chez les ménages, les législateurs sont peu enclins à prendre des mesures qui réduisent aussi la consommation.

Nous ne savons pas comment un changement vers une consommation plus saine et basée sur des valeurs telles qu'une haute qualité, la régionalité et l'écologie, évoluera. Les experts indiquent à juste titre qu'un changement paraît lent et très volatile, et sensible à la situation économique[98].

Les législateurs doivent fournir « un leadership politique cohérent et clair qui définit le comportement et le développement de politiques et d'environnements qui ne freinent pas mais supportent activement le changement »[99]. Le rapport Foresight souligne qu'une étude européenne fait état d'un soutien important en faveur d'un système de taxation pour la promotion des produits respectueux de l'environnement.

WWF-UK a formulé des recommandations politiques pour le gouvernement[100] dans le but de :

- Diriger le développement d'une définition claire du régime durable en priorité, avec la collaboration d'autres parties prenantes, et traduire cette définition en guide alimentaire spécifique.
- Evaluer la série complète d'outils disponibles qui facilitent les changements des modèles de consommation et utiliser cette observation pour définir des objectifs politiques spécifiques qui impliquent le secteur commercial (y compris le commerce de détail et la restauration).
- Identifier les mesures politiques pour atténuer les impacts industriels négatifs pouvant découler des changements de la vente de gros dans les régimes suite à l'action des vendeurs au détail et des sociétés de restauration.

SENSIBILITÉ DU GOUVERNEMENT À LA PRESSION INDUSTRIELLE

Nos parties prenantes déclarent que le lobby industriel organisé empêche les gouvernements d'œuvrer davantage pour les régimes équilibrés et durables. Les spécialistes de la santé publique notent le succès avec lequel l'industrie alimentaire a lutté contre les mesures législatives relatives à l'étiquetage alimentaire et aux informations sur les aliments, le marketing ciblé vers les enfants et les mesures fiscales. Ceci a entaché les relations entre les ONG et l'industrie. De plus, si les gouvernements ne soutiennent pas les mesures de santé publique, il y a tout lieu de se demander s'ils seraient favorables à des mesures similaires pour les régimes durables. Il apparaît que les entreprises jouent des rôles injustifiables dans la mise en œuvre de la politique et créent leurs propres conditions d'approches d'auto-régulation[101]. Nombre de parties prenantes affichent leur scepticisme quant à savoir si ces mesures sont suffisantes pour traiter l'ampleur du défi de la maladie non-transmissible.

CHAÎNE ALIMENTAIRE : OPPORTUNITÉS

Le rôle des entreprises de la chaîne alimentaire, y compris les agriculteurs, les fabricants de produits alimentaires, les détaillants et le secteur de la restauration, est essentiel pour changer les modèles de consommation et de production. Le rapport SCAR encourage les entreprises à prendre leurs responsabilités à bras le corps et à concevoir des modèles économiques de production alimentaire durable, d'activités de traitement et du commerce de détail qui préoccupent les consommateurs[102]. Le second atelier des parties prenantes du LiveWell for LIFE a véhiculé comme message que les entreprises et en particulier le secteur du commerce de détail devraient faire le premier pas.

RÉPONDRE AUX ATTENTES DE LA SOCIÉTÉ

Ce rapport a évoqué précédemment que la société prenait de plus en plus conscience des bienfaits d'une nourriture saine et des effets positifs d'une production durable sur l'environnement[103]. Les consommateurs aspirent à la qualité, la facilité, la diversité et des aliments sains, et s'attendent à une production alimentaire sans danger, éthique et durable. L'innovation commerciale peut jouir de grandes opportunités.

Le Conseil mondial des entreprises pour un développement durable (WBCSD) fait remarquer que les consommateurs sont conscients des problèmes relatifs à l'environnement et à la société

et comptent sur les entreprises pour les résoudre. Ils récompensent les marques qui satisfont leurs aspirations, y compris la nécessité « d'agir avec prudence » et évitent les marques qui n'agissent pas durablement ou sont irresponsables[104] [105].

Le WBCSD met l'accent sur les avantages pour les entreprises :

« C'est dans leur propre intérêt de trouver des nouvelles solutions de modèles de consommation plus durables. À défaut de quoi, elles devront se mesurer à de graves conséquences comme la hausse des coûts (…) l'incertitude (…) une réglementation accrue [et] des frictions : le débat sur la consommation durable pourrait susciter des divisions et s'enliser dans une impasse. L'innovation, la productivité, la valeur de la marque et les ventes subiraient les tensions des objectifs des entreprises, du comportement du consommateur et de la durabilité ».

POLITIQUE EUROPÉENNE

L'activité de la politique européenne matérialisée par exemple par la Table Ronde sur la Production et consommation durables du Secteur alimentaire européen[106] présente également des opportunités pour l'engagement des entreprises. Créée en 2009 avec 24 organisations membres représentant la chaîne d'approvisionnement alimentaire européenne, la Table Ronde est co-présidée par la Commission européenne et des partenaires de la chaîne alimentaire. Elle a pour objectif de donner à la chaîne alimentaire un rôle majeur dans la consommation et la production durables en Europe afin de renforcer la concurrence et de soutenir les objectifs de la politique européenne. Son principal défi est de définir comment communiquer les performances écologiques aux consommateurs et les aider à faire un choix éclairé. Sa méthodologie finale et ses recommandations sur les moyens de communiquer volontairement des informations écologiques devraient aboutir d'ici la fin 2013.

LES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES FORMENT LES CHOIX DU CONSOMMATEUR

Les entreprises du secteur alimentaire jouent un rôle primordial pour qu'un comportement durable devienne naturel chez les consommateurs ; elles doivent offrir des produits séduisants, accessibles et économiquement abordables[107]. Les entreprises ont la capacité de modifier le choix en fixant, par exemple, des normes de durabilité minimum et en évitant la production et

la consommation de produits non-durables. Elles peuvent aussi tenir pleinement compte du cycle de vie des ressources.

À l'heure où la mondialisation et la concentration des acteurs de la chaîne alimentaire se poursuivent, le rôle des détaillants notamment est crucial[108]. L'étude du WWF-UK sur le rôle du commerce de détail dans les régimes durables[109] démontre que les détaillants occupent une position de force pour contribuer à l'expérience du consommateur et contrôler ce qui est et n'est pas disponible, et pas seulement vendre des produits mais des modes de vie. Leur responsabilité est incommensurable.

Les consommateurs individuels voudront peut-être une option écologique, les gouvernements et les ONG espèreront la même chose ; mais au final, ce sont les détaillants qui sont au cœur du système alimentaire. Notre recherche a montré qu'il n'existe pas encore de modèle commercial pour les régimes durables qui réponde aux exigences du détaillant ; mais à moins que et tant que les détaillants ne facilitent pas l'achat d'un régime durable aux consommateurs, les perspectives d'un changement radical sont limitées. L'activité de promotion des régimes durables des détaillants est actuellement sporadique et ne se produit que s'il est suffisamment prouvé qu'une action commerciale s'impose.

Leur rôle dans la chaîne d'approvisionnement est également très important car ils peuvent passer des contrats avec les agriculteurs et les autres prestataires du secteur alimentaire afin d'améliorer les processus comme les techniques de production[110]. Le détaillant britannique Marks & Spencer a mis en place une stratégie ambitieuse de durabilité appelée Plan A[111]. Il définit ses engagements concernant le changement climatique, les déchets, l'approvisionnement durable, le commerce éthique et le soutien des clients et des employés à suivre un mode de vie plus sain. La société aspire à devenir le détaillant le plus durable au monde d'ici 2015.

Les agriculteurs et les producteurs primaires pourraient proposer des produits à plus forte valeur en termes d'environnement et de bien-être animal. Actuellement, ils portent plus d'intérêt sur les réductions du prix de revient et sur la stratégie d'efficacité dominante. Les aliments de saison cultivés et traités aux niveaux local et régional offrent également des opportunités même si cela ne cadre pas généralement avec la productivité[112].

L'économie d'argent et des ressources est prioritaire pour les fabricants du secteur alimentaire Les principaux fabricants européens soutiennent aussi la consommation durable. En 2012, FoodDrinkEurope, représentant le secteur alimentaire européen, a lancé sa vision de la durabilité environnementale pour 2030[113]. Il met l'accent sur l'engagement de l'industrie auprès des détaillants et des autres parties prenantes et souhaite qu'elle informe les consommateurs sur l'impact de leur régime sur la durabilité et son lien à leurs modes de vie. FoodDrinkEurope s'efforcera à fournir des informations aux consommateurs afin de stimuler une prise de conscience et un débat public sur la consommation durable.

Unilever veut montrer la voie du leadership et proposer des pratiques commerciales responsables dans le domaine de la consommation durable. Son Sustainable Living Plan[114] définit des engagements internationaux visant à utiliser 100 % de matières premières agricoles durables et à accroître le profil nutritionnel de ses produits d'ici à 2020. Au Royaume-Uni, Unilever a lancé une campagne de lutte contre l'idée qu'un mode de vie durable est plus onéreux. Le Défi de la Durabilité vise à permettre aux familles britanniques de diminuer leurs déchets alimentaires et leurs factures. Unilever offre des outils, des conseils et des idées pour réduire la facture alimentaire mensuelle de 15 % et les déchets ménagers de 25 %[115].

Le secteur de la restauration dispose également d'opportunités, en particulier les marchés publics. 40 % des calories sont consommés en dehors du domicile. La restauration publique en Europe représente 21 milliards de repas servis chaque jour pour un chiffre d'affaires annuel de 77 milliards d'euros. Le poids économique des marchés publics pourrait donner un signal fort de changement et d'innovation en encourageant la promotion de modèles de production et de consommation alimentaires plus durables[116].

CHAÎNE ALIMENTAIRE : OBSTACLES

Malgré les opportunités, les responsabilités et les efforts, la chaîne alimentaire doit faire face à des défis. Même s'ils diffèrent d'un secteur à un autre, les quatre obstacles suivants sortent du lot.

INFLUENCER LES CONSOMMATEURS

Les entreprises du secteur alimentaire peuvent avoir des difficultés à influencer les consommateurs, surtout les détaillants[117]. D'après une recherche effectuée pour WWF-UK, en termes de politique au sens large, la souveraineté du consommateur demeure intacte aux niveaux national et international. Les détaillants ont tout à fait conscience qu'ils peuvent perdre une partie de leur part de marché, de leurs bénéfices et de leur réputation si leurs clients ne sont pas satisfaits. Un changement progressif est ce que nous pouvons espérer de mieux.

L'enjeu principal est de porter la durabilité au-delà d'un seul créneau. Comme le Conseil mondial des entreprises pour un développement durable (WBCSD) le souligne, pour plusieurs raisons dont le prix, les performances et les fausses perceptions, les produits et les services durables ont tendance à couvrir certains créneaux avec des impacts limités[118]. Les prix semblent encore jouer un rôle majeur ; le WWF-UK note l'absence des opportunités du marché pour des gammes de produits plus durables du fait d'une demande restreinte du consommateur[119].

DÉFIS CÔTÉ APPROVISIONNEMENT

WBCSD [120] souligne les défis côté approvisionnement à la durabilité. La plupart des entreprises ont passé des années à affiner leurs process et leurs modèles commerciaux et travaillent efficacement et rentablement, selon les signaux qu'elles reçoivent du marché. Les techniques d'efficacité de production ayant permis de réduire le coût de certains produits et services, les offres plus durables pourraient être plus chères que leurs versions traditionnelles. Un changement vers des produits et des modèles plus durables peut signifier plus d'investissements ainsi que des modifications de la culture et des pratiques de l'entreprise, différentes compétences et une meilleure intégration à travers la chaîne de la valeur. Nous voyons facilement comment des produits, des process et des services nouveaux et durables peuvent se battre pour atteindre le niveau et rivaliser avec les offres déjà en place.

> NOUS NE POUVONS PAS RENDRE L'ALIMENTATION ÉQUILIBRÉE ET DURABLE TROP ONÉREUSE, ELLE DOIT ÊTRE ABORDABLE.
>
> Membre suédois du Réseau des parties prenantes du secteur alimentaire européen

Parvenir à comprendre, gérer et définir les impacts de la chaîne de valeurs représente également un défi car les chaînes d'approvisionnement peuvent être opaques et très complexes. De ce fait, il devient difficile et coûteux d'évaluer et de gérer les impacts d'un produit, d'un process ou d'un service spécifique. Modifier ces chaînes d'approvisionnement prend du temps et fait appel à de nouveaux types et niveaux de collaboration. Le cadre législatif actuel peut avoir un impact sur les comportements anticoncurrentiels.

DÉFI DU CADRE RÉGLEMENTAIRE

Sans signaux et motivations politiques clairs, nombre d'entreprises ont l'impression d'avoir une marge de manœuvre restreinte vers la durabilité. Le rapport *Selling Sustainability* (2012) du WWF-UK indique que les détaillants sont pénalisés en l'absence d'exigences légales car ils remplacent les modèles de consommations par la demande du consommateur. Une réglementation et des avantages fiscaux sont mis en place mais diffèrent d'un pays à un autre, et il n'existe aucune convention mondiale sur le changement climatique[121]. Les incohérences de certains cadres législatifs peuvent entraîner la fuite des capitaux depuis des pays étroitement réglementés vers des pays avec des régimes avec plus de laissez-faire, souvent sans avantages financier, environnemental ou social nets.

De plus, cette absence de législation internationale efficace permet aux pays importateurs de se dégager de leurs responsabilités relatives aux impacts de la production à l'étranger. Même si les lois, les réglementations et les motivations sont parfois incohérentes à ces égards, le WBCSD souligne qu'elles sont souvent uniformes à d'autres égards : en donnant un avantage concurrentiel aux modèles commerciaux existants sur des modèles plus durables. Des entreprises tournées vers plus de durabilité rencontrent souvent des coûts plus importants même si elles sortent gagnantes sur le long cours ; elles doivent investir davantage, plus tôt et avec des plus longues durées d'amortissement.

ABSENCE D'UNE DÉFINITION GÉNÉRALEMENT ACCEPTÉE DES RÉGIMES DURABLES

Aucune définition généralement acceptée d'un régime durable, ce qui sonne comme un obstacle pour l'industrie alimentaire. Dans *Selling Sustainability*[122], WWF-UK a examiné le cas du commerce de détail pour les régimes durables au Royaume-Uni. Le rapport a révélé que les détaillants s'inquiètent des risques liés à leur réputation s'ils donnent des conseils et des

informations sur les régimes durables aux consommateurs en l'absence d'une définition universellement acceptée par les parties prenantes.

Les détaillants affirment qu'il existe un risque de confusion ou de dépendance des consommateurs s'ils s'engagent auprès d'eux trop tôt sur la question des régimes durables et qu'une reformulation du problème survient plus tard sur la base de nouvelles preuves scientifiques ou d'une position politique sur la question.

Les actions actuelles des détaillants en faveur des régimes durables sont sporadiques. Le rapport conclut que toutes les parties prenantes impliquées doivent collaborer de toute urgence et rapidement afin d'établir une définition de consensus du régime durable.

CONCLUSION

Aujourd'hui, les citoyens axent leurs choix alimentaires sur les problèmes de santé et sont conscients des bienfaits de la nourriture saine. Ils sont de plus en plus habiles ; exigent des aliments de haute qualité, approvisionnés et produits de manière éthique. Ils sont également désireux de faire des économies. Même si la recherche prouve qu'un régime équilibré et durable ne doit pas coûter plus cher, suivre un mode de vie durable et sain est perçu comme un luxe. Alors que le coût est vécu comme un obstacle pour certains, il reste un véritable obstacle pour les citoyens à faibles revenus qui consacrent en général un budget familial inférieur à la moyenne.

La durabilité est également un concept confus dans l'esprit des citoyens en termes de production et de consommation alimentaires. Les habitudes bien ancrées constituent l'obstacle principal au changement comportemental. Si les consommateurs recherchent un régime et un mode de vie équilibrés, leurs bonnes intentions sont déjouées par des modèles d'achat automatiques.

Par la suite, le LiveWell for LIFE étudiera ces opportunités et ces obstacles à mesure que nous trouverons des moyens d'adopter des régimes durables dans les pays pilotes et les changements politiques nécessaires pour instaurer des régimes durables à travers l'Union européenne.

RÉFÉRENCES

[1] FAO. 2010. *Biodiversity in Sustainable Diets*. FAO, Rome, Italy. www.fao.org/ag/humannutrition/24994-064a7cf9328fbe211363424ba7796919a.pdf

[2] WWF. 2011. *A balance of healthy and sustainable food choices for France, Spain and Sweden*. WWF-UK, Godalming, UK. http://livewellforlife.eu/wp-content/uploads/2013/02/A-balance-of-healthy-and-sustainable-food-choices.pdf

[3] European Commission. 2013. *Online Resource Efficiency Platform.* [online]. Available at http://ec.europa.eu/environment/resource_efficiency/ [Accessed March 2013]

[4] Simon, F. 2012. Food Waste, Greening diets become EU policy goal. Euractiv [online] Available from www.euractiv.com/specialreport-prods-green-planet/cutting-food-waste-greening-diet-news-513731 [Accessed March 2013] and European Commission. 2012. Sustainable Food hearing/workshop. *Feeding the planet sustainably: from foresight to better integrated policies*, 19-20 Nov 2012, Brussels, Belgium. http://ec.europa.eu/agriculture/events/sustainable-food_en.htm

[5] European Commission. 2012. *Synthesis of the stakeholder consultation: Delivering more sustainable Consumption and Production*. European Commission, Brussels, Belgium. http://ec.europa.eu/environment/eussd/pdf/results_consultation.pdf

[6] European Commission. 2012. *Proposal for a new EU Environment Action Programme to 2020.* [online]. Available at http://ec.europa.eu/environment/newprg/index.htm [Accessed March 2013]

[7] Commission Work Program COM (2012) 629 final. http://ec.europa.eu/atwork/pdf/cwp2013_en.pdf

[8] European Commission. 2012. *Roadmap for moving to a low-carbon economy in 2050*. [online]. Available at http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/index_en.htm [Accessed March 2013]

[9] LiveWell stakeholder workshop: Session III – Barriers and Opportunities for Adoption LiveWell Plate diets. 18 September 2012, Bibliotheque Solvay, Brussels.

[10] Sustainable Development Commission, National Consumer Council. 2006. *I Will If You Will: Towards sustainable consumption*, Report of the UK Sustainable Consumption Roundtable. SDC, London, UK. www.sd-commission.org.uk/publications.php?id=367

[11] Sustainable Development Commission. 2011. *Making Sustainable Lives Easier: A Priority for Governments, Business and Society*. SDC, London, UK. www.sd-commission.org.uk/data/files/publications/MakingSustainableLivesEasier.pdf

[12] Faber, J et al. 2012. *Behavioural Climate Change Mitigation Options*. CE Delft, Delft, Netherlands. http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/docs/food_report_en.pdf

[13] Videira, N et al. 2012. Background paper on Sustainable Food Consumption and Growth. *1st Multinational knowledge brokerage event on Sustainable Food Consumption*, 25-27 January 2012, Lisbon. www.scp-responder.eu/pdf/knowledge/papers/RESPONDER%20Food1%20-%20Background%20Paper.pdf

[14] Stockley, L. 2011. *Foresight Project on Global Food and Farming Futures WP2: review of levers for changing consumers' food patterns*. Government Office for Science, London, UK. www.bis.gov.uk/assets/foresight/docs/food-and-farming/additional-reviews/11-598-wp2-review-levers-for-consumers-food-patterns.pdf

[15] Barilla Centre for Food & Nutrition. 2012. *Eating in 2030: Trends and Perspectives*. Barilla Centre for Food and Nutrition, Parma, Italy. www.barillacfn.com/wp-content/uploads/2012/11/alimentazione_2030_eng.pdf

[16] Department for Environment, Food & Rural Affairs. 2011. *Attitudes and Behaviours around Sustainable Food Purchasing*. Defra, London, UK. https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/137733/defra-stats-foodfarm-food-attitudes-report-110406-mainreport.pdf

[17] De Bakker, E and Dagevos, H. 2012. Reducing meat consumption in today's consumer society: questioning the citizen-consumer gap. *Journal of Agriculture and environmental ethics* 25 (2012), pp. 877-894.

[18] FAO and Bioversity International. 2012. *Sustainability and Diversity Along the Food Chain in Sustainable Diets and Biodiversity, Directions and Solutions for Policy, Research and Actio*n. FAO, Rome, Italy. www.bioversityinternational.org/fileadmin/bioversity/publications/pdfs/1539_Sustainable_diets_and_biodiversity_Final_13July2012.pdf?cache=1342541455

[19] Faber, J et al. 2012. *Behavioural Climate Change Mitigation Options*. CE Delft, Delft, Netherlands. http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/docs/food_report_en.pdf

[20] Meier, T and Christen, O. 2012. Environmental impacts of dietary recommendations and dietary styles: Germany as an example. *Journal of Environmental Science & Technology* (November), 47, pp 877-888. www.nutrition-impacts.org/media/2012 - Meier, Christen - LCA of dietary recommendations and styles.pdf

[21] Videira, N et al. 2012. Background paper on Sustainable Food Consumption and Growth. *1st Multinational knowledge brokerage event on Sustainable Food Consumption*, 25-27 January 2012, Lisbon. www.scp-responder.eu/pdf/knowledge/papers/RESPONDER%20Food1%20-%20Background%20Paper.pdf

[22] Department for Environment, Food & Rural Affairs. 2011. *Attitudes and Behaviours around Sustainable Food Purchasing*. Defra, London, UK. https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/137733/defra-stats-foodfarm-food-attitudes-report-110406-mainreport.pdf

[23] European Commission. 2012. *Outcomes of the study of the functioning of the meat market for consumer in the EU*. www.laukutikls.lv/images/stories/Paulina%20Gbur_Outcomes_Kaunas%20Read-Only%20Compatibility%20Mode.pdf

[24] Videira, N et al. 2012. Background paper on Sustainable Food Consumption and Growth. *1st Multinational knowledge brokerage event on Sustainable Food Consumption*, 25-27 January 2012, Lisbon. www.scp-responder.eu/pdf/knowledge/papers/RESPONDER%20Food1%20-%20Background%20Paper.pdf

[25] Meier, T and Christen, O. 2012. Environmental impacts of dietary recommendations and dietary styles: Germany as an example. *Journal of Environmental Science & Technology* (November), 47, pp 877-888. www.nutrition-impacts.org/media/2012 - Meier, Christen - LCA of dietary recommendations and styles.pdf

[26] Macdiarmid, J et al. 2012. Sustainable Diets for the Future: can we contribute to reducing greenhouse gas emissions by eating a healthy diet? *The American Journal of Clinical Nutrition*, September 96(3) pp 632-9. www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/22854399

[27] Macdiarmid, J et al. 2011. *LiveWell: a balance of healthy and sustainable food choices*. WWF-UK, Godalming, UK. http://assets.wwf.org.uk/downloads/livewell_report_jan11.pdf

[28] Stockley, L. 2011. *Foresight Project on Global Food and Farming Futures WP2: review of levers for changing consumers' food patterns*. Government Office for Science, London, UK. www.bis.gov.uk/assets/foresight/docs/food-and-farming/additional-reviews/11-598-wp2-review-levers-for-consumers-food-patterns.pdf

[29] Faber, J et al. 2012. *Behavioural Climate Change Mitigation Options*. CE Delft, Delft, Netherlands. http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/docs/food_report_en.pdf.

[30] *Ibid.*

[31] *Ibid*..

[32] European Commission. 2011. Climate Change, *Special Eurobarometer 372*, European Commission, Brussels, Belgium. http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_372_en.pdf

[33] Videira, N et al. 2012. Background paper on Sustainable Food Consumption and Growth. *1st Multinational knowledge brokerage event on Sustainable Food Consumption*, 25-27 January 2012, Lisbon. www.scp-responder.eu/pdf/knowledge/papers/RESPONDER%20Food1%20-%20Background%20Paper.pdf

[34] Stockley, L. 2011. *Foresight Project on Global Food and Farming Futures WP2: review of levers for changing consumers' food patterns*. Government Office for Science, London, UK. www.bis.gov.uk/assets/foresight/docs/food-and-farming/additional-reviews/11-598-wp2-review-levers-for-consumers-food-patterns.pdf

[35] European Commission. 2012. Europeans' Attitudes Towards Food Security, Food Quality and the Countryside. *Special Eurobarometer 389*. European Commission, Brussels, Belgium. http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_389_en.pdf

[36] Which? 2010. *Making Sustainable Food Choices Easier*. Which?, London, UK. www.which.co.uk/documents/pdf/making-sustainable-food-choices-easier-which-report-231317.pdf

[37] Barilla Centre for Food & Nutrition. 2012. *Eating in 2030: Trends and Perspectives*. Barilla Centre for Food and Nutrition, Parma, Italy. www.barillacfn.com/wp-content/uploads/2012/11/alimentazione_2030_eng.pdf

[38] Macdiarmid, J et al. 2012. Sustainable Diets for the Future: can we contribute to reducing greenhouse gas emissions by eating a healthy diet? *The American Journal of Clinical Nutrition*, September 96(3) pp 632-9. www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/22854399

[39] Van Laer, J. 2012. European Commission, DG Health and Consumers. *Sustainable Food from a consumer policy perspective: presentation to Responder workshop*, January 2012, Lisbon. www.scp-responder.eu/pdf/events/2012_lisbon/Jeroen%20Van%20Laer_Sustainable%20Food_Lisbon%2020120126.pdf

[40] Which? 2010. *Making Sustainable Food Choices Easier*. Which?, London, UK.

[41] Stockley, L. 2011. *Foresight Project on Global Food and Farming Futures WP2: review of levers for changing consumers' food patterns*. Government Office for Science, London, UK. www.bis.gov.uk/assets/foresight/docs/food-and-farming/additional-reviews/11-598-wp2-review-levers-for-consumers-food-patterns.pdf

[42] *Ibid.*

[43] Faber, J et al. 2012. *Behavioural Climate Change Mitigation Options*. CE Delft, Delft, Netherlands. http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/docs/food_report_en.pdf

[44] *Ibid.*

[45] Department for Environment, Food & Rural Affairs. 2011. *Attitudes and Behaviours around Sustainable Food Purchasing*. Defra, London, UK. https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/137733/defra-stats-foodfarm-food-attitudes-report-110406-mainreport.pdf

[46] Faber, J et al. 2012. *Behavioural Climate Change Mitigation Options*. CE Delft, Delft, Netherlands. http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/docs/food_report_en.pdf

[47] Barilla Centre for Food & Nutrition. 2012. *Eating in 2030: Trends and Perspectives*. Barilla Centre for Food and Nutrition, Parma, Italy. www.barillacfn.com/wp-content/uploads/2012/11/alimentazione_2030_eng.pdf

[48] Freibauer, A et al. 2011. *Sustainable Food Consumption and Production in a Resource-Constrained World. 3rd Standing Committee on Agricultural Research (SCAR) Foresight Exercise*. European Commission, Brussels, Belgium. http://ec.europa.eu/research/agriculture/conference/pdf/feg3-report-web-version.pdf

[49] Jackson, T. 2005. *Motivating Sustainable Consumption – a review of evidence on consumer behaviour and behavioural change*. Policy Studies Institute, London, UK, p119. Quoted in Freibauer, A. et al. 2011. http://ec.europa.eu/research/agriculture/conference/pdf/feg3-report-web-version.pdf

[50] Stockley, L. 2011. *Foresight Project on Global Food and Farming Futures WP2: review of levers for changing consumers' food patterns*. Government Office for Science, London, UK. www.bis.gov.uk/assets/foresight/docs/food-and-farming/additional-reviews/11-598-wp2-review-levers-for-consumers-food-patterns.pdf

[51] Faber, J et al. 2012. *Behavioural Climate Change Mitigation Options*. CE Delft, Delft, Netherlands. http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/docs/food_report_en.pdf

[52] Department for Environment, Food & Rural Affairs. 2011. *Attitudes and Behaviours around Sustainable Food Purchasing*. Defra, London, UK. https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/137733/defra-stats-foodfarm-food-attitudes-report-110406-mainreport.pdf

[53] Faber, J et al. 2012. *Behavioural Climate Change Mitigation Options*. CE Delft, Delft, Netherlands. http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/docs/food_report_en.pdf

[54] Baroke, S. 2013. Mediterranean way of eating under threat. *Euromonitor International.* [online]. January. Available from http://blog.euromonitor.com/2013/01/mediterranean-way-of-eating-under-threat.html?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+GlobalMarketResearch+(Global+Market+Research+from+Euromonitor+International) [Accessed March 2013]

[55] Barilla Centre for Food & Nutrition. 2012. *Eating in 2030: Trends and Perspectives*. Barilla Centre for Food and Nutrition, Parma, Italy. www.barillacfn.com/wp-content/uploads/2012/11/alimentazione_2030_eng.pdf

[56] Faber, J et al. 2012. *Behavioural Climate Change Mitigation Options*. CE Delft, Delft, Netherlands. http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/docs/food_report_en.pdf

[57] De Bakker, E and Dagevos, H. 2010. *Meat lovers, meat reducers and meat avoiders: sustainable protein consumption in a carnivorous food culture*. LEI Wageningen UR, The Hague, Netherlands.

[58] Westhoek, H et al. 2011. *The Protein Puzzle*, PBL Netherlands Environmental Assessment Agency, The Hague, Netherlands.

[59] Faber, J et al. 2012. *Behavioural Climate Change Mitigation Options*. CE Delft, Delft, Netherlands. http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/docs/food_report_en.pdf

[60] Meier, T and Christen, O. 2012. Gender as a factor in an environmental assessment of the consumption of animal and plant-based foods in Germany. *The International Journal of Life Cycle Assessment*17 (5), pp 550-564..

[61] De Bakker, E and Dagevos, H. 2012. Reducing meat consumption in today's consumer society: questioning the citizen-consumer gap. *Journal of Agriculture and environmental ethics* 25 (2012), pp. 877-894.

[62] De Bakker, E and Dagevos, H. 2010. *Meat lovers, meat reducers and meat avoiders: sustainable protein consumption in a carnivorous food culture*. LEI Wageningen UR, The Hague, Netherlands.

[63] Faber, J et al. 2012. *Behavioural Climate Change Mitigation Options*. CE Delft, Delft, Netherlands. http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/docs/food_report_en.pdf

[64] Videira, N et al. 2012. Background paper on Sustainable Food Consumption and Growth. *1st Multinational knowledge brokerage event on Sustainable Food Consumption*, 25-27 January 2012, Lisbon. www.scp-responder.eu/pdf/knowledge/papers/RESPONDER%20Food1%20-%20Background%20Paper.pdf

[65] Barilla Centre for Food & Nutrition. 2012. *Eating in 2030: Trends and Perspectives*. Barilla Centre for Food and Nutrition, Parma, Italy. www.barillacfn.com/wp-content/uploads/2012/11/alimentazione_2030_eng.pdf

[66] Videira, N et al. 2012. Background paper on Sustainable Food Consumption and Growth. *1st Multinational knowledge brokerage event on Sustainable Food Consumption*, 25-27 January 2012, Lisbon. www.scp-responder.eu/pdf/knowledge/papers/RESPONDER%20Food1%20-%20Background%20Paper.pdf

[67] Department for Environment, Food & Rural Affairs. 2011. *Attitudes and Behaviours around Sustainable Food Purchasing*. Defra, London, UK. https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/137733/defra-stats-foodfarm-food-attitudes-report-110406-mainreport.pdf

[68] Stockley, L. 2011. *Foresight Project on Global Food and Farming Futures WP2: review of levers for changing consumers' food patterns*. Government Office for Science, London, UK. www.bis.gov.uk/assets/foresight/docs/food-and-farming/additional-reviews/11-598-wp2-review-levers-for-consumers-food-patterns.pdf

[69] FAO and Bioversity International. 2012. *Sustainability and Diversity along the Food Chain in Sustainable Diets and Biodiversity, Directions and Solutions for Policy, Research and Actio*n. FAO, Rome, Italy. www.fao.org/docrep/016/i3004e/i3004e.pdf

[70] Tukker, A et al. 2009. *Environmental impacts of diet changes in the EU*. Joint Research Centre European Commission, Brussels, Belgium.

[71] FAO and Bioversity International. 2012. *Sustainability and Diversity along the Food Chain in Sustainable Diets and Biodiversity, Directions and Solutions for Policy, Research and Actio*n. FAO, Rome, Italy. www.fao.org/docrep/016/i3004e/i3004e.pdf

[72] ibid.

[73] ibid.

[74]Westhoek, H et al. 2011. *The Protein Puzzle*, PBL Netherlands Environmental Assessment Agency, The Hague, Netherlands.

[75] European Commission. 2012. *Roadmap for moving to a low-carbon economy in 2050.* [online]. Available at http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/index_en.htm. [Accessed March 2013]

[76] European Commission. 2013. *A resource efficient Europe – Flagship initiative of the Europe 2020 Strategy.* [online]. Available at http://ec.europa.eu/resource-efficient-europe/ [Accessed March 2013]

[77] European Commission. 2011. *Roadmap to a Resource Efficient Europe*: SEC (2011) 1067 final, SEC (2011) 1068 Final. European Commission, Brussels, Belgium, 17−18.

[78] European Commission. 2012. Sustainable Food hearing/workshop. *Feeding the planet sustainably: from foresight to better integrated policies*, 19-20 Nov 2012, Brussels, Belgium. http://ec.europa.eu/agriculture/events/sustainable-food_en.htm

[79] Health Council of the Netherlands. 2011. *Guidelines for a healthy diet: the ecological perspective*. Health Council of the Netherlands, The Hague, Netherlands. www.gr.nl/sites/default/files/201108E.pdf

[80] Ademe. 2012.*Espace Eco-citoyens - Alimentation.* [online]. Available at http://ecocitoyens.ademe.fr/mes-achats/bien-acheter/alimentation [Accessed March 2013]

[81] German Council for Sustainable Development. 2013. *The Sustainable Shopping Basket, a guide to better shopping*. German Council for Sustainable Development, Berlin, Germany. www.nachhaltigkeitsrat.de/uploads/media/Brochure_Sustainable_Shopping_Basket_01.pdf

[82] Barilla Centre for Food and Nutrition. 2011. *Double Pyramid: Healthy food for people, sustainable for the planet*. Barilla Centre for Food and Nutrition, Parma, Italy. www.barillacfn.com/wp-content/uploads/2012/07/en_PositionPaper-BarillaCFN_DP.pdf

[83] Macdiarmid, J et al. 2011. *LiveWell: a Balance of Healthy and Sustainable Food Choices*. WWF-UK, Godalming, UK. http://assets.wwf.org.uk/downloads/livewell_report_jan11.pdf

[84] Videira, N et al. 2012. Background paper on Sustainable Food Consumption and Growth. *1st Multinational knowledge brokerage event on Sustainable Food Consumption*, 25-27 January 2012, Lisbon. www.scp-responder.eu/pdf/knowledge/papers/RESPONDER%20Food1%20-%20Background%20Paper.pdf

[85] Barilla Centre for Food & Nutrition. 2012. *Eating in 2030: Trends and Perspectives*. Barilla Centre for Food and Nutrition, Parma, Italy. www.barillacfn.com/wp-content/uploads/2012/11/alimentazione_2030_eng.pdf

[86] Freibauer, A et al. 2011. *Sustainable Food Consumption and Production in a Resource-Constrained World. 3rd Standing Committee on Agricultural Research (SCAR) Foresight Exercise*. European Commission, Brussels, Belgium. http://ec.europa.eu/research/agriculture/conference/pdf/feg3-report-web-version.pdf

[87] Videira, N et al. 2012. Background paper on Sustainable Food Consumption and Growth. *1st Multinational knowledge brokerage event on Sustainable Food Consumption*, 25-27 January 2012, Lisbon. www.scp-responder.eu/pdf/knowledge/papers/RESPONDER%20Food1%20-%20Background%20Paper.pdf

[88] Westhoek, H et al. 2011. *The Protein Puzzle*. PBL Netherlands Environmental Assessment Agency, The Hague, Netherlands

[89] José Graziano da Silva. 2012. Keynote Address by José Graziano da Silva, Director-General of the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). *Feeding the World in 2050 Conference*, 8 February 2012, Geneva, Switzerland. www.fao.org/fileadmin/user_upload/FAODG/docs/2012-02-08-DG_Economist_Conference-FINAL.pdf

[90] Freibauer, A et al. 2011. *Sustainable Food Consumption and Production in a Resource-Constrained World. 3rd Standing Committee on Agricultural Research (SCAR) Foresight Exercise*. European Commission, Brussels, Belgium. http://ec.europa.eu/research/agriculture/conference/pdf/feg3-report-web-version.pdf

[91]Danish Ministry of the Environment Environmental Protection Agency. 2011. *What can Policy Makers do?* [online]. Available at www.mst.dk/English/Sustainability/scp/green_nordic_retail/WhatCanPolicymakersDo/what_can_policymakers_do.htm#Overview_of_SCP_Policy_Instruments%20%20 [Accessed March 2013]

[92] Livsmedels verket National Food Administration. 2009. *The National Food Administration's environmentally effective food choices*. Livsmedels verket, Uppsala, Sweden. www.slv.se/upload/dokument/miljo/environmentally_effective_food_choices_proposal_eu_2009.pdf

[93] USDA Foreign Agricultural Service. 2010. Sweden Withdraws Proposal on Climate Friendly Food Choices. Global Agricultural Information Network, Stockholm, Sweden. http://gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/Sweden%20Withdraws%20Proposal%20on%20Climate%20Effective%20Food%20Choices_Stockholm_Sweden_12-1-2010.pdf

[94] Friel, et al. 2009. Public health benefits of strategies to reduce greenhouse-gas emissions: food and agriculture. *Lancet* 374 (December), pp 2016-25. www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/19942280

[95] HM Government. 2010. *Food 2030*. Department for Environment, Food and Rural Affairs, London, UK. http://archive.defra.gov.uk/foodfarm/food/pdf/food2030strategy.pdf

[96] Sustainable Development Commission. 2011. *Making Sustainable Lives Easier: A Priority for Governments, Business and Society*. SDC, London, UK. www.sd-commission.org.uk/data/files/publications/MakingSustainableLivesEasier.pdf

[97] Freibauer, A et al. 2011. *Sustainable Food Consumption and Production in a Resource-Constrained World. 3rd Standing Committee on Agricultural Research (SCAR) Foresight Exercise*. European Commission, Brussels, Belgium. http://ec.europa.eu/research/agriculture/conference/pdf/feg3-report-web-version.pdf

[98] *Ibid.*

[99] Stockley, L. 2011. *Foresight Project on Global Food and Farming Futures WP2: review of levers for changing consumers' food patterns*. Government Office for Science, London, UK www.bis.gov.uk/assets/foresight/docs/food-and-farming/additional-reviews/11-598-wp2-review-levers-for-consumers-food-patterns.pdf

[100] WWF-UK. 2012. *Selling Sustainability: In search of the retail business case for sustainable diets*. Brook Lyndhurst, London, UK. http://assets.wwf.org.uk/downloads/selling_sustainability_full.pdf

[101] Moodie, R et al. 2013. Profits and pandemics: prevention of harmful effects of tobacco, alcohol, and ultra-processed food and drink industries. Lancet (February), Volume 381, Issue 9867, pp 670-679. www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(12)62089-3/abstract

[102] Freibauer, A et al. 2011. *Sustainable Food Consumption and Production in a Resource-Constrained World. 3rd Standing Committee on Agricultural Research (SCAR) Foresight Exercise*. European Commission, Brussels, Belgium. http://ec.europa.eu/research/agriculture/conference/pdf/feg3-report-web-version.pdf

[103] FAO and Bioversity International. 2012. *Sustainability and Diversity along the Food Chain in Sustainable Diets and Biodiversity, Directions and Solutions for Policy, Research and Actio*n. FAO, Rome, Italy. www.fao.org/docrep/016/i3004e/i3004e.pdf

[104] WBCSD. 2011. *A vision for sustainable consumption: Innovation, collaboration and the management of choice*. WBCSD, Geneva, Switzerland. www.wbcsd.org/Pages/EDocument/EDocumentDetails.aspx?ID=13718&NoSearchContextKey=true

[105] *Ibid*.

[106] European Food Sustainable Consumption Roundtable. [online]. Available at www.food-scp.eu. [Accessed March 2013]

[107] WBCSD. 2011. *A vision for sustainable consumption: Innovation, collaboration and the management of choice*. WBCSD, Geneva, Switzerland. www.wbcsd.org/Pages/EDocument/EDocumentDetails.aspx?ID=13718&NoSearchContextKey=true

[108] Westhoek, H et al. 2011. *The Protein Puzzle*. PBL Netherlands Environmental Assessment Agency, The Hague, Netherlands.

[109] WWF-UK. 2012. *Selling Sustainability: In search of the retail business case for sustainable diets*. Brook Lyndhurst, London, UK. http://assets.wwf.org.uk/downloads/selling_sustainability_full.pdf

[110] Westhoek, H et al. 2011. *The Protein Puzzle*. PBL Netherlands Environmental Assessment Agency, The Hague, Netherlands.

[111] Marks and Spencer. 2013. *Plan A Doing the Right Thing.* [online]. Accessible at http://plana.marksandspencer.com/ [Accessed March 2013]

[112] Videira, N et al. 2012. Background paper on Sustainable Food Consumption and Growth. *1st Multinational knowledge brokerage event on Sustainable Food Consumption*, 25-27 January 2012, Lisbon. www.scp-responder.eu/pdf/knowledge/papers/RESPONDER%20Food1%20-%20Background%20Paper.pdf

[113] FoodDrinkEurope. 2012. *Environmental Sustainability Vision towards 2030: Achievements, Challenges and Opportunities*. FoodDrinkEurope, Brussels, Belgium. www.fooddrinkeurope.eu/uploads/publications_documents/temp_file_FDE_RAcondense06FINAL1.pdf

[114] Unilever. 2013. *Unilever sustainable Living Plan*. [online]. Available at www.unilever.com/sustainable-living/uslp/ [Accessed March 2013]

[115] Kennett, S. 2012. Unilever aims to help cut UK household food waste by 25%. *2degrees*. [online]. November 2012. Available from www.2degreesnetwork.com/register/b8e064a8-3967-455b-9418-e81e98ad291d/ [Accessed March 2013]

[116] Stein, M. 2012. The potential of food services to deliver sustainable food. *Feeding the planet sustainably: from foresight to better integrated policies*, 19-20 Nov 2012, Brussels, Belgium. http://ec.europa.eu/agriculture/events/2012/food-sustainabilty/report-group-2_en.pdf

[117] WWF-UK. 2012. *Selling Sustainability: In search of the retail business case for sustainable diets*. Brook Lyndhurst, London, UK. http://assets.wwf.org.uk/downloads/selling_sustainability_full.pdf

[118] WBCSD. 2011. *A vision for sustainable consumption: Innovation, collaboration and the management of choice*. WBCSD, Geneva, Switzerland.

www.wbcsd.org/Pages/EDocument/EDocumentDetails.aspx?ID=13718&NoSearchContextKey=true

[119] WWF-UK. 2012. *Selling Sustainability: In search of the retail business case for sustainable diets*. Brook Lyndhurst, London, UK. http://assets.wwf.org.uk/downloads/selling_sustainability_full.pdf

[120] WBCSD. 2011. *A vision for sustainable consumption: Innovation, collaboration and the management of choice*. WBCSD, Geneva, Switzerland. www.wbcsd.org/Pages/EDocument/EDocumentDetails.aspx?ID=13718&NoSearchContextKey=true

[121] *Ibid.*

[122] WWF-UK. 2012. *Selling Sustainability: In search of the retail business case for sustainable diets*. Brook Lyndhurst, London, UK. http://assets.wwf.org.uk/downloads/selling_sustainability_full.pdf